



ECA

ECHOS D'AFRIQUE CENTRALE

No 30 ~ juillet 2013

■ www.uneca.org/sro-ca

A photograph of a woman in a purple headscarf and white face mask working in a textile factory. She is standing next to large green cylindrical machines with white fabric bobbles on top. The factory floor is dark with overhead fluorescent lights.

Le moment de
l'industrialisation

Making growth
count for all

Sommaire



3-4 Le Focus
Le moment de
l'industrialisation

5 L'Afrique centrale doit
chercher CFA 100 milliards
pour financer son
économie verte

6 - 9
ERA 2013: Industrialising
for growth, jobs and trans-
formation

10 - 11 Inclusive Growth and
Employment



*Cocoa producers: why not engage in
value-addition?*

Publisher
Emile Ahohe

Editor-in-Chief/Designer
Abel Akara Ticha

Contributors

All Professional and Support
Staff of ECA/SRO-CA

Proofreading

All Professional and Support
Staff of ECA/SRO-CA



Echos d'Afrique Centrale

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale
de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun
Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56
Fax: +237 22 23 31 85
Web: www.uneca.org/sro-ca
Email: sroca@uneca.org

Le moment de l'industrialisation

La cérémonie du lancement du Rapport Economique sur l'Afrique 2013 à l'Université de Yaoundé II a été l'occasion d'examiner la politique d'industrialisation en Afrique Centrale. Une étude de cas sur le Cameroun a révélé que ce pays a mis l'accent sur la production agricole, mais n'a pas pu orienter le secteur du cacao vers une transformation de ce produit de base. C'est ainsi que plus de 80% des exportations des produits dudit secteur est constitué des fèves et n'est donc pas mis en valeur, ce qui constitue un manque à gagner considérable pour le Cameroun en termes de revenus.

Un constat désolant découlant de ce Rapport est que les prix payés aux cacaoculteurs sont nettement inférieurs à ceux du marché mondial, alors que les acheteurs imposent aux producteurs des conditions très strictes de contrôle de la qualité. Sortir les agriculteurs de cette situation désagréable nécessite d'investir dans la transformation du cacao à travers l'industrialisation.

Mais le Rapport Economique

sur l'Afrique 2013 va au delà de la transformation dans une seule filière de production. Ce Rapport indique aussi que les pays africains en général, ceux de l'Afrique centrale en particulier, peuvent s'engager dans la mise en valeur d'autres ressources naturelles tels que les produits forestiers, en insérant



La mise en valeur des ressources naturelles : source importante de revenus

notamment des entreprises dans des chaînes de valeur pour conduire la sous-région vers une croissance significative.

Il est à noter que les recommandations de ce Rapport qui sont adressées à l'ensemble du continent s'avèrent particulièrement pertinentes pour l'Afrique centrale dans l'optique d'une industrialisation au service de la croissance, de la création d'emplois et de la transformation des économies. Il s'agit notamment de :

- i) développer des politiques industrielles robustes, en parti-

culier celles qui permettraient d'améliorer l'industrialisation fondée sur les produits de base ; ii) développer les compétences locales et les capacités technologiques dans les entreprises, surtout celles qui ont des liens avec d'autres entreprises au niveau local ; iii) négocier des accords commerciaux sous-

régionaux au sein de la CEMAC et de la CEEAC avant d'envisager de regarder au-delà de la sous-région ; iii) investir dans le développement des infrastructures, tout en développant des compétences aux niveaux intermédiaire et supérieure par un système de formation professionnelle iv) améliorer la coordination entre les ministères

concernés et le secteur privé et ; v) comprendre les caractéristiques techniques des chaînes de valeur mondiale et la structure de l'industrie afin d'en tirer profit.

Les pays d'Afrique Centrale sont en quête de stratégies idoines pour atteindre le statut d'économies émergentes entre 2025 et 2035. Pour y parvenir, il est crucial qu'ils se lancent dans l'industrialisation fondée sur les produits de base. La CEA encourage vivement les pays de la sous-région dans cette voie.

Central Africa's time to industrialise



The launch of the Economic Report on Africa (ERA) 2013 in Yaounde, Cameroon in June 2013 provided an opportunity to ponder the question of Central Africa's continuous difficulties in making growth count for everyone. It was agreed that the relatively low state of value addition of the continent's products, due to inadequate policy strategies, infrastructure, financial resources, human capital and technology for industrialisation were the some of the major reasons for this "jobless" growth.

Both the reviewers and the audience dissected the situation in Central Africa with a case study on Cameroon's cocoa sector. Over the years, the country has put premium on stimulating cocoa farm produce but has not done much to transform the beans before exportation. Over

Transforming a higher proportion of cocoa beans into finished products would guarantee additional income for exporting countries

80% of Cameroon's cocoa trade is in the beans, making it to miss out on important sources of revenue that could flow from value addition. A disheartening finding of the report is that prices given to farmers for their cocoa beans are far below world market prices, but buyers hold producers to very stringent quality control conditions. The smartest way out of this injustice is to invest in cocoa transformation and value addition through industrialisation.

But ERA 2013 is not only about cocoa transformation. It documents how Central African countries can add value to other natural resources such as timber products by creating linkage firms that would lead to meaningful growth.

The following recommendations which we have made on a continent scale will prove relevant for Central Africa for as long as it would take the sub-region to start commodity-based manufacturing: develop robust industrial policies, especially those that would enhance commodity-based industrialisation, develop local skills and technological capabilities among linkage firms, negotiate sub-regional trade arrangements within CEMAC and ECCAS before looking beyond, invest in infrastructural development while boosting skills at lower and higher levels, improve coordination among relevant ministries and the private sector and understand the opportunities open in global value chains in order to take advantage of them.

Central African countries are working full time to becoming emergent economies between 2025 and 2035 and commodity-based manufacturing will prove an important tool to get there. ECA therefore encourages the countries of the sub-region to be steadfast and focused as they travel this road.

L'Afrique Centrale devrait rechercher 100 milliards de FCFA pour son Fonds sur l'économie verte – Experts

La sous-région de l'Afrique centrale, appuyée par des nombreux partenaires au développement, dont la CEA, s'active déjà à la réalisation d'une économie verte qui serait génératrice de revenus, créatrices d'emplois décents et permettrait d'atteindre des niveaux de croissance soutenus. En effet, après la Conférence des Ministres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur le Développement de l'Economie verte en Afrique Centrale, tenue

sus, le Secrétariat Général de la CEEAC a jugé utile que les caractéristiques du FEVAC soient également examinées par (i) les Ministres de la CEEAC en charge de l'Economie et des Finances, avant de les transmettre aux Chefs d'Etat de la sous-région pour signature, et (ii) la Conférence des bailleurs de fonds pour information. C'est dans cette optique que ces Ministres, appuyés par des experts en matière d'économie verte ainsi que des juristes, se sont réunis à Brazzaville du 1er au 3 juillet 2013 pour

se pencher sur l'opérationnalisation dudit Fonds et faire le plaidoyer dans leurs pays respectifs afin que les Chefs d'Etat puissent apporter leur approbation quant à sa mise en œuvre. Au terme de leurs travaux, lesdits experts ont proposé que 20 Milliards de FCFA de budget soient affectés au titre des contributions des Etats à réunir lors de la création du Fonds et que 100 milliards de FCFA soient inscrits au titre des apports en capital de ce Fonds. Les experts ont également recommandé de s'inspirer des procédures pratiquées par la BDEAC, le FIDA, la BAD, la Banque Mondiale et autres organismes internationaux pour définir les mécanismes de décaissement et de constitution des fonds. En outre, ils ont suggéré d'adopter les programmes sectoriels proposés par le Secrétariat Général de la CEEAC, en tenant compte des ajustements qu'ils ont apportés. Ces programmes se focaliseront sur plusieurs domaines notamment la valorisation des déchets, l'assainissement, la mise en valeur des produits forestiers non ligneux, le développement de la bioénergie et de l'hydro électricité, l'artisanat des ressources naturelles, l'économie des parcs zoologiques et l'écotourisme, l'administration des aires protégées, l'économie du bois, l'éco exploitation des minerais, la lutte contre l'assèchement du Lac Tchad ainsi que les constructions durables.

Au cours de la réunion d'experts qui a précédé la Conférence des Ministres, certaines activités menées par le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA dans le cadre de l'économie verte, notamment la réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts de mars 2013 sur les enjeux et défis de l'économie verte en Afrique Centrale, ont été énoncées. Par ailleurs, la CEA a été désignée en qualité de membre du Comité de suivi de la feuille de route pour la mise en œuvre du FEVAC. Ce groupe sera coordonné par le Secrétariat Général de la CEEAC.



Les experts en plein débat

en mai 2012 à Brazzaville au Congo, le Fonds pour l'Economie Verte de l'Afrique Centrale (FEVAC) a été créé. Le but de ce mécanisme de financement est de développer le système de l'Economie Verte en Afrique Centrale dont les outils opérationnels sont : le Programme d'Appui au Développement de l'Economie Verte en Afrique Centrale (PADEVAC) et les programmes sectoriels approuvés par les Ministres ayant pris part à cette Conférence.

Après la Conférence citée ci-des-

sus, le Secrétariat Général de la CEEAC a jugé utile que les caractéristiques du FEVAC soient également examinées par (i) les Ministres de la CEEAC en charge de l'Economie et des Finances, avant de les transmettre aux Chefs d'Etat de la sous-région pour signature, et (ii) la Conférence des bailleurs de fonds pour information. C'est dans cette optique que ces Ministres, appuyés par des experts en matière d'économie verte ainsi que des juristes, se sont réunis à Brazzaville du 1er au 3 juillet 2013 pour

se pencher sur l'opérationnalisation dudit Fonds et faire le plaidoyer dans leurs pays respectifs afin que les Chefs d'Etat puissent apporter leur approbation quant à sa mise en œuvre. Au terme de leurs travaux, lesdits experts ont proposé que 20 Milliards de FCFA de budget soient affectés au titre des contributions des Etats à réunir lors de la création du Fonds et que 100 milliards de FCFA soient inscrits au titre des apports en capital de ce Fonds. Les experts ont également recommandé de s'inspirer des procédures pratiquées par la BDEAC, le FIDA, la BAD, la Banque Mondiale et autres organismes

« Nous pouvons aider les gouvernements à opérationnaliser les

Lors du lancement du Rapport Economique sur l'Afrique 2013, le 13 juin 2013 à Yaoundé au Cameroun, des universitaires ont exprimé leur grande satisfaction sur la pertinence du document et se sont dit volontaires pour aider les gouvernements africains, celui du Cameroun en particulier, à mettre en pratique les recommandations phares dudit Rapport. Lancé sur le campus de l'Université de Yaoundé II, à Soa, le Rapport exhorte les pays africains à s'engager dans l'industrialisation basée sur la transformation accrue de leurs matières premières afin d'accélérer et soutenir la croissance, l'emploi et la transformation économique.

Abdoulaye, qui a présidé la cérémonie, le Rapport vient à point nommé au moment où le Cameroun entame sa quatrième année de la mise en œuvre de son Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Dans ce contexte, a-t-il ajouté, le Gouvernement camerounais tiendra compte des analyses pertinentes de la CEA et la Commission de l'UA.

« Le Rapport Economique sur l'Afrique 2013 est un travail formidable », a déclaré



Le Ministre Délégué M. Abdoulaye Yaouba pendant son allocution (Le Ministre de Travaux Publicques - M. Patrice Amba Salla est à gauche)

Mme Marie Delaventure Amougou, Représentante du Groupement Inter Patronal du Cameroun (GICAM). Parlant des implications du Rapport dans le contexte du Cameroun, Mme Amougou a estimé que le pays a besoin d'énormes investissements pour lancer un véritable secteur manufacturier. Selon la Représentante du GICAM,

Selon le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement Du Territoire Chargé de la Planification du Cameroun, M. Yaouba

Une partie de l'auditoire lors du lancement



recommandations du Rapport Economique sur l'Afrique 2013 » –Chercheurs

le secteur manufacturier peine à démarrer du fait des nombreuses difficultés tels que l'environnement peu favorable pour les affaires, l'absence de zones économiques et les lacunes dans le développement et la diffusion de technologies modernes, y compris celles de l'information et de la communication (TIC).



Remise des livres par le Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA – M. Ahohe, au Recteur de l'Université de Yaounde II – Pr Bouba

Quant au Recteur de l'Université de Yaoundé II, le Professeur Oumarou Bouba, il a indiqué que le Rapport était d'une importance stratégique pour les domaines actuels de recherche des professeurs et des étudiants de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de son institution. Il a salué le partenariat entre la CEA et l'Université de Yaoundé II, et a exprimé sa gratitude envers la CEA pour son don de 79 livres de ses publications à la bibliothèque de l'université.

Après un débat animé sur les implications du Rapport Economique sur l'Afrique 2013, le Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la CEA, M. Emile Ahohe, a réitéré l'optimisme de la CEA et l'Union africaine sur la transformation des économies africaines. «Nous devons sensibiliser nos décideurs sur l'urgence qu'il y a à transformer structurellement les économies du continent grâce à l'industrialisation fondée sur les produits de base pour éviter le piège des matières premières qui pourrait résulter d'une dépendance excessive de l'exportation de ces produits», a-t-il ajouté.

Plusieurs membres du Gouvernement camerounais, le corps diplomatique ainsi que des universitaires, étudiants et professionnels des médias ont assisté au lancement du Rapport Economique sur l'Afrique 2013 au Cameroun.

Researchers pledge to help governments put to use recommendations the Economic Report on Africa 2013

At the launch of the ECA-AU Economic Report on Africa 2013, on 13 June 2013 in Yaounde Cameroon, a college of university dons expressed their satisfaction on the quality and relevance of the document and said they were quite ready to support governments across Africa, and that of Cameroon in particular, to implement the recommendations

described the report as timely and said his country's Government will heed the prescriptions from ECA and the AU Commission. He said several aspects of the Report's recommendations were already being executed within the framework of the country's Growth and Employment Strategy which is already in its fourth year of execution.

Communication Technologies (ICTs).

The Rector of the University of Yaounde II in Soa, Prof Oumarou Bouba said the Report was of strategic relevance to the current areas of research of lecturers and students of the Faculty of Economics and Management of his institution. He saluted the partnership between ECA and the University of Yaounde II, particularly thanking ECA for furnishing the University's library with a package of 89 books from its collection of publications.

Following a heated debate on merits and implications of the Economic Report on Africa 2013, the Director of the Sub-regional Office for Central Africa of ECA, Mr. Emile Ahohe reiterated the optimism of ECA and the AU on the transformation of Africa's economies. "We need to sensitise our policy makers to see the urgency of structurally transforming the continent's economies through a commodity-based industrialisation in order to also avoid the commodity trap associated with an over-dependence of the exportation of raw materials," he added.

The Central Africa launch of the Economic Report on Africa was attended by members of the Cameroon Government, members of the diplomatic community, researchers from academia, students and media professionals.



Happy folks at ECA book exhibition after the launch

of the Report. Launched at the University of Yaounde II, in Soa, Cameroon, the Report urges African countries to engage in commodity-based industrialisation in order to accelerate the continent's growth, solve its problems of unemployment and quicken its economic transformation.

At the launch, Cameroon's Minister Delegate in the Ministry of the Economy, Planning and Regional Development, in Charge of Planning, Mr Yaouba Abdoulaye,

"The Economic Report on Africa 2013 is a formidable piece of research," said Ms Marie Delaventure Amougou, who represented the Association of Employers (GICAM) to review the publication in the context of Cameroon. She said the country required huge investments to kick start real work in the manufacturing sector. She blamed the slack nature of the sector on a poor enabling environment for business, the absence of economic zones and the gaps in the development and distribution of modern technologies including Information and

Entretien avec Ghitu-I-Mundunge de la CEA – présentateur du Rapport lors du lancement de Yaoundé



Quelle est la particularité du Rapport Economique sur l'Afrique 2013 ?

Ce rapport insiste sur une recommandation essentielle qui pourrait sortir les pays africains de la situation de sous-développement industriel dans laquelle ils se trouvent. Il faut opter pour une industrialisation fondée sur les produits de base. C'est une recommandation forte parce qu'on a eu tendance à opposer le secteur manufacturier aux produits de base. Le rapport recommande une sorte de conjonction entre les deux. L'idée c'est d'arriver à s'industrialiser à partir des produits de base. On s'est appuyé sur une étude de cas dans neuf pays pour mettre en évidence qu'il y a la possibilité de s'industrialiser à partir des produits de base.

Comment les pays africains vont-ils procéder pour s'industrialiser à partir des produits de base ?

Il importe de tirer profit de l'expérience réussie des pays émergents d'Asie. Ils ont réussi à s'industrialiser.

Ils ont mis en place des politiques économiques cohérentes. Cela passe par l'identification claire des facteurs qui déterminent le développement des liens, aussi bien en amont et en aval. Le rapport identifie des facteurs d'ordre spécifique aux pays. Il y a une marge de manœuvre de la

part des pouvoirs publics d'agir sur les facteurs propres aux pays. C'est-à-dire au niveau des infrastructures, des ressources humaines notamment. A ce niveau, le rapport préconise aux pouvoirs publics de s'engager dans une politique d'industrialisation centrée autour du renforcement des compétences des producteurs locaux, autour de la nécessité de régler les problèmes d'infrastructures, d'énergie, de transport, de technologies de l'information et de la communication, s'engager dans une dynamique d'intégration sous-régionale. L'intégration sous-régionale offre la possibilité d'accéder à des marchés qui sont moins exigeants en matière de norme et de qualité que ceux des pays industrialisés. Donc ce serait un terrain favorable pour expérimenter une approche du développement des liens en amont et en aval avant de pouvoir intégrer la chaîne des valeurs aux niveaux continental et mondial.

Quel est l'état actuel de l'économie africaine ?

Depuis une dizaine d'années, les indicateurs de croissance économique sont favorables. Le taux de croissance depuis 2008 tourne autour de 5%, en dehors des épisodes de 2009 et 2011 marquées respectivement par la crise financière et le printemps arabe. Pour 2013, on s'attend à un taux de croissance de 4.8% et 5.1 % pour 2014. Donc avec de tels taux de croissance, les signaux sont positifs.

Sauf que tous ces chiffres ne renvoient à rien pour la ménagère dont le panier est toujours vide ou ces nombreux jeunes qui chôment...

Ce qui est préoccupant au niveau social c'est la persistance de l'incapacité du modèle de croissance actuel fondé sur les produits de base à générer une dynamique de création d'emplois décents. Donc le problème d'emploi pour les jeunes et les femmes est assez considérable. Compte tenu de la bonne tenue des indicateurs économiques, on aurait pu s'attendre à ce que les indicateurs sociaux soient positifs. C'est un peu l'objet du rapport : préconiser une politique d'industrialisation fondée sur les produits de base qui aurait pour objectif de renforcer la croissance, de créer les emplois, d'assurer la transformation économique et de régler tous les problèmes liés à la pauvreté ambiante et la faiblesse des revenus des individus.

Propos recueillis par Jean-Bruno Tagne du Journal – Le Jour

As the UN Secretary General, Mr Ban ki-Moon told African leaders at the 20th Summit of the African Union in Addis Ababa January 2013, it does not suffice for African economies to achieve increasing economic growth without a corresponding increase in employment rates and decrease in poverty and suffering. And this is particularly true for Cameroon.

For growth in Cameroon to be meaningful, we argue that it must be inclusive; that is, be broad-based across sectors and regions and benefit ordinary citizens from all walks of life. Strategies to achieve meaningful growth must pay attention to the needs of all social groups, including the youth, women, indigenous peoples and other marginalised groups. It must not be the kind of growth that trails off in figures and benefits mostly privileged groups.

The challenge in Cameroon, as is the case with many of its neighbours, is that growth in recent years has been engineered mainly by the primary sector – especially the capital intensive extractive industries. There has been an oversight of the place of other sectors of the economy such as the informal despite their inherent ability to offer more job opportunities, particularly for the poor. This narrow base limits the scope of the distribution of the spin-offs of growth. Below, we propose a departure from this state of affairs.

Structural Transformation – A must!

To start with, Cameroon needs to urgently undertake a robust structural transformation of its economy, with particular emphasis on the development of competitive manufacturing activities. Information we gathered from the Monetary Programming Service of the Bank of Central African States (BEAC) in 2011 show that Cameroon's main exports within

Institute of Statistics (INS) in 2011. But that would be simplistic. There is a real issue of gross underemployed, pitched at 70.6% by INS. This group of active workers earn monthly stipends less than or equal to FCFA 28,500.

It is gratifying to note that Cameroon is now investing in infrastructural projects that would create an enabling environment for industrialisation and business expansion as is



There is great need to add value to raw materials such as timber before exportation envisaged in its current Growth and Employment Strategy Paper (GESp) 2010 - 2020.

the last 15 years have rested on eight primary sector areas. These are crude oil, cocoa, coffee, cotton, timber, aluminum, banana and natural rubber. The industrial structures to transform these products locally through value addition are grossly inadequate or non-existent, translating into lack of capacity to absorb job seekers. An onlooker would rejoice at Cameroon's general unemployment rate of 5.7% and a youth unemployment rate of 8.9% as reported by the National

Such structural transformation will broaden the sectoral pattern of labour and boost the real per capita income of the economy in the long term, as increased manufacturing stimulates other sectors, such as trade, services, transport and tourism (where Cameroon has a well documented potential). Given the proliferation of the poor in rural areas and the dependence of a good part of

two birds that must flock together

the population on agriculture, , it is important to scale up investments in upgrading agric productivity, enhancing agro-industries and promoting market connectivity both regionally and globally.

Technical and Vocational

Training – Indispensable for Change

Further, for Cameroon to join the ranks of emerging countries by 2035, there is a need to deepen reflections on what profile of human capital is needed and make smart investments in overhauling the educational system so as to make it responsive to the country's emerging needs.

As the UN reported recently, Cameroon's educational system is too general in scope and not totally in conformity with the demands of the economy. From 2000 to 2011, only 19% of secondary school students in the country were enrolled in technical studies. This should provoke Government to urgently put premium on technical and

Training in entrepreneurship is important



vocational training especially in the areas of applied science, engineering, mathematics and entrepreneurship.

To achieve inclusive growth and employment attention must be paid to funding special activities which enhance employment for youths and women (especially those in rural areas), reducing gender-based disparities in access to means of production as well as strengthening women's capability to commercialize their produce.

Good Governance – the ultimate investment booster

In addition, the speed and dynamism through which Cameroon would achieve results will depend very much on strengthening good governance. We have clearly seen the intent by Cameroonian authorities to stamp out corruption. This campaign should be reinforced to address institutional accountability and bottlenecks to enable investor confidence, for businesses to flourish and to reinforce access to public services. Even with the

creation of the one-stop shop for the clearing goods from the Douala port, for instance, businesses still suffer a lot of delays in such

transactions. It still takes longer than the African average to set up a business in Cameroon due to complicated procedural bottlenecks. Government must accentuate its efforts to strengthen legislation which would motivate the financial sector to support the expansion of small scale, medium and large firms.

If we consider the most recent statistics on growth patterns in Cameroon, for instance IMF's projection that the country will attain a growth rate of 4.8% in 2013 and gradually move to the rhythm of a 5.5% growth per year, then it is obvious that a lot of work needs to be done to make it beneficial to ordinary citizens by way of creating decent jobs. The framework of the MDGs requires that a country sustains a consistent annual growth of at least 7% to see its positive effects on poverty reduction and overall development.

As we have argued, for growth to be meaningful in Cameroon, it must be inclusive and result in gainful employment for its active population. We have explored the routes to get there and would insist on the structural transformation of the economy. This is the surest way to avoid the commodity trap, which often makes growth look like mere statistics, and achieve growth that improves the living standards of all citizens.

**Emile Ahohe (Director, Sub-regional office for Central Africa of the Economic Commission for Africa), Dayina Mayenga (Director, International Labour Organisation Decent Work Technical Support Team for Central Africa), Edme KOFFI (Representative United Nations Industrial Development Organisation), Najat Rochdi (Resident Coordinator of the UN System in Cameroon and Resident Representative of the United Nations Development Programme)*

COMING SOON ...

LES ÉCONOMIES DE L'AFRIQUE CENTRALE

2013

Les enjeux et défis de l'économie verte en Afrique centrale



Commission économique
des Nations unies pour l'Afrique
Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale



Communauté économique
des États de l'Afrique centrale